



Reculer l'âge de départ à 64 ans, c'est 2 ans de liberté en moins

La réforme portée par le gouvernement, sous prétexte de sauver le système actuel par répartition, se traduirait par 2 ans ferme de travail en plus pour tous. Une mesure punitive donc mais surtout injustifiée financièrement et particulièrement brutale pour les travailleurs et travailleuses.

L'équilibre du système des retraites serait en grand péril : **FAUX**

- ➔ Le Conseil d'orientation des retraites (COR) le dit clairement : « *les résultats de (son) rapport ne valident pas le bien-fondé des discours qui mettent en avant l'idée d'une dynamique non contrôlée des dépenses de retraite* ».
- ➔ Le déficit en 2027 devrait se situer aux alentours de **12 milliards d'euros**, ce qui représente moins de **3 %** du budget global des retraites : un chiffre à faire pâlir d'envie le ministère des finances et des comptes publics.

Il n'y a qu'un seul choix possible : allonger la durée de travail de 2 ans : **FAUX**

L'UNSA ne balaie pas d'un revers de main la nécessité de financer les retraites à hauteur des besoins, des enjeux et des évolutions démographiques. Mais il existe d'autres moyens d'y parvenir.

Les propositions de l'UNSA

- 1 augmenter les cotisations sociales des employeurs** : **1%** d'augmentation c'est plus de **7 milliards d'euros** de recettes supplémentaires pour le système de retraite ;
- 2 en finir avec les baisses de cotisations sociales familiales pour les hauts salaires** (ceux qui perçoivent plus de 3,5 SMIC). Cette mesure coûte chaque année **4 milliards d'euros** pour un bénéfice nul sur l'emploi et la productivité. Que l'État verse cette somme au système de retraite et non aux employeurs !
- 3 favoriser l'emploi des seniors** en contraignant les entreprises à négocier des accords seniors. Augmenter de **10 points** l'emploi des seniors c'est près de **50 milliards d'euros** de recettes supplémentaires pour les retraites ;
- 4 résorber les inégalités salariales entre les hommes et les femmes** permettrait de dégager plus de **5 milliards d'euros** de cotisations sociales supplémentaires pour le régime général.

Pour l'UNSA, les propositions et les solutions pour traiter efficacement et durablement le dossier des retraites ne manquent pas. Le gouvernement refuse de les entendre. Si ce dernier est prêt à discuter, nous le sommes aussi. S'il continue à s'entêter, il peut compter sur notre engagement sans faille à contrer cette réforme.





Reculer l'âge de départ à 64 ans, c'est la double peine pour les femmes

Les écarts de rémunérations persistent entre les hommes et les femmes et ont tendance à s'accroître au cours d'une carrière. Au moment de la liquidation de la retraite, ces inégalités impactent le niveau de pension.

- ➔ **29,3 %** des femmes occupent un emploi à temps partiel contre **8,4 %** des hommes.
- ➔ Un écart de salaire de **20,3 %** par rapport aux hommes
- ➔ Les femmes liquident leurs droits à la retraite à un âge moyen de 63,2 ans soit **7 mois** plus tard que les hommes.
- ➔ Les femmes partent en retraite avec, en moyenne, une pension inférieure de **40,5 %** à celle des hommes.

Les propositions de l'UNSA pour agir

- 1 Améliorer le niveau des rémunérations des femmes** en fixant notamment une enveloppe spécifique de rattrapage des salaires ;
- 2 Rendre l'index égalité salariale plus lisible et obligatoire** dans les entreprises à partir de 11 salariés. Renforcer les pénalités financières en cas de non-publication ou de non-amélioration de sa note sous 3 ans.
- 3 Renforcer la transparence salariale**, en améliorant les obligations de transparence et les moyens du CSE en matière d'information et de dialogue social sur les augmentations individuelles, sur les temps partiels subis/choisis, selon que l'on est un homme ou une femme.
- 4 Porter une attention particulière à la situation des femmes victimes de violences conjugales ou au travail** en élargissant l'interdiction de licenciement pour ces femmes afin de sécuriser leur emploi et leur carrière, et donc à terme, leur niveau de retraite.

Pour l'UNSA, les propositions et les solutions pour traiter efficacement et durablement le dossier des retraites ne manquent pas. Le gouvernement refuse de les entendre. Si ce dernier est prêt à discuter, nous le sommes aussi. S'il continue à s'entêter, il peut compter sur notre engagement sans faille à contrer cette réforme.

